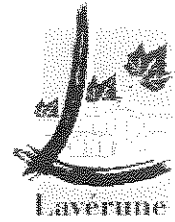
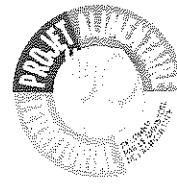




PROGRAMME NATIONAL
POUR L'ALIMENTATION
TERRITOIRES
D'ACTION



PROJET DE CONVENTION DE PARTENARIAT 2022

ENTRE

Montpellier Méditerranée Métropole, dont le siège social est situé 50 Place Zeus – CS 39556 – 34961 Montpellier Cedex 2, représentée par sa Vice-Présidente déléguée à la Transition Ecologique et Solidaire, à la Biodiversité, à l'Energie, à l'Agroécologie et à l'Alimentation, Madame Isabelle TOUZARD, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu de la délibération n° M2021-199 du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 29 Mars 2021, ci-après désignée par les termes « la Métropole »

D'une part,

ET

Commune de Laverune, dont le siège social est situé Hôtel de Ville, Boulevard de la Mairie 34880 Laverune, représentée par Monsieur Roger CAIZERGUES en sa qualité de Maire,

ci-après désigné par les termes « le partenaire bénéficiaire »

D'autre part.

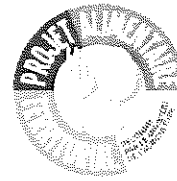
Vu le cahier des charges de l'appel à candidatures 2021 « Consolidation des projets alimentaires territoriaux » publié le 10 mars 2021 par la DRAAF et le Conseil régional d'Occitanie,
Vu la demande de subvention présentée par Montpellier Méditerranée métropole, le 30 juillet 2021, relative à son projet « Consolidation des projets alimentaires territoriaux »,
Vu la Convention N°2021-R76-749 relative à l'attribution d'une subvention à l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale de Montpellier Méditerranée Métropole pour une action sur la thématique de l'« offre alimentaire », Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, programme 362,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Préambule

La Métropole Montpellier Méditerranée met en œuvre depuis 2015 une Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A). Co-élaborée et mise en œuvre avec les communes, les acteurs et actrices de l'agriculture et de l'alimentation, sa révision a été conduite avec ses partenaires et a été adoptée à l'unanimité en Conseil de Métropole le 25 janvier 2022.

La P2A se donne pour objectif partagé de renforcer la résilience agricole et la souveraineté alimentaire du territoire, par la relocalisation d'une production agroécologique et de la transformation alimentaire, ainsi que le déploiement de réseaux de distribution permettant de



nourrir sainement et durablement les habitants de la Métropole tout en atténuant les effets des crises (climatique, écologique, alimentaire...). La P2A vise ainsi à répondre à cinq finalités :

- Proposer une alimentation saine et locale au plus grand nombre et assurer la continuité des approvisionnements ;
- Soutenir localement l'emploi et les revenus agricoles et agroalimentaires ;
- Préserver les ressources naturelles (biodiversité, quantité et qualité des eaux, des sols et de l'air) et le patrimoine paysager ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre, s'adapter aux évolutions climatiques ;
- Contribuer à la cohésion sociale, au sein de la ville, et entre l'urbain et le rural.

Le plan de relance annoncé par le Gouvernement, le 3 septembre 2020, cible trois grands objectifs concernant le secteur agricole et alimentaire : reconquérir notre souveraineté alimentaire, accélérer la transition agroécologique au service d'une alimentation saine, durable et locale pour tous les Français et accompagner l'agriculture et la forêt françaises dans l'adaptation au changement climatique.

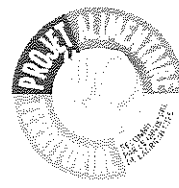
Le contexte de crise lié à la covid-19 a mis en évidence que les projets alimentaires territoriaux (PAT) sont des instruments clefs pour développer la résilience alimentaire des territoires. Ils sont en effet apparus comme des outils adaptés pour réagir rapidement, grâce aux synergies existantes entre acteurs, sur les sujets liés à la politique nationale de L'alimentation dont la finalité est « d'assurer à la population l'accès à une alimentation sûre, saine, diversifiée, de bonne qualité et en quantité suffisante, produite dans des conditions économiquement et socialement acceptables par tous, favorisant l'emploi, la protection de l'environnement et des paysages et contribuant à L'atténuation et à l'adaptation aux effets du changement climatique. »

Aussi, le plan « France Relance » prévoit de renforcer ces actions territoriales en faveur d'une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous, par le soutien au développement des PAT en finançant, notamment, des projets d'investissement, afin de structurer les filières locales et permettre la mise en place de réseaux d'approvisionnement et d'actions visant une amélioration du comportement alimentaire de toute la population, dans un objectif de santé publique et de reterritorialisation de notre alimentation (France Relance: agriculture, alimentation, forêt - mesure 13: « Partenariat État-Collectivités au service des PAT – Amplification »). Les projets visés par cette mesure doivent être réalisés dans le cadre d'un PAT labellisé ou en cours de labellisation.

Montpellier Méditerranée Métropole, qui a obtenu en 2021 pour la deuxième fois la reconnaissance ministérielle de PAT pour sa P2A, a coordonné le montage d'une candidature partenariale. Elle se structure selon les 5 orientations de la P2A :

1. Façonner un territoire agroécologique
2. Structurer un approvisionnement durable et résilient
3. Permettre à tous les habitants d'accéder à une alimentation de qualité et choisie
4. Diffuser les savoirs et promouvoir l'innovation
5. Construire une gouvernance territoriale agroécologique et alimentaire

Cette candidature partenariale coordonnée par Montpellier Méditerranée Métropole a été lauréate du Plan de Relance. Une aide de l'Etat de 728 926,32€ a été attribuée et répartie entre 28 actions portées par Montpellier Méditerranée Métropole et 11 partenaires.



Montpellier Méditerranée Métropole est le porteur du programme d'actions global et de certaines actions en propre. Elle reçoit l'ensemble de la subvention de l'Etat et reverse aux partenaires bénéficiaires les montants qui leur ont été alloués.

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention précise les conditions d'attribution par Montpellier Méditerranée Métropole une subvention au partenaire bénéficiaire pour l'action « Elaboration d'un programme d'aménagement agroécologique « Le Clos du Parc » à Laverune ».

L'annexe 1 ci-jointe présente les détails de l'action portée par le bénéficiaire et l'annexe 2 ci-jointe présente le budget de l'action ainsi que le plan de financement global de l'action.

Le partenaire bénéficiaire s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre l'action décrite en détail dans ces annexes (lesquelles font partie intégrante de la convention).

Article 2 - Disposition financière

Le montant de la Subvention attribuée par la Métropole est de 7 398 € pour l'exercice 2022.

Une subvention complémentaire a été prévue dans le cadre du montage de la candidature au plan de relance pour l'année 2023, sous réserve de la disponibilité et du vote des budgets, qui devra faire l'objet d'une convention spécifique.

Article 3 - Durée de l'opération

L'opération sera réalisée avant le 31/12/2023.

Article 4 - Modalités de paiement

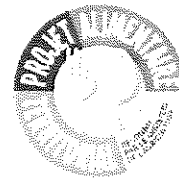
La subvention sera versée à la signature de la convention.

Article 5 - Mise en œuvre, suivi et pilotage des actions

Le partenaire bénéficiaire est responsable de la mise en œuvre de son action dans les délais spécifiés à l'article 3. La mise en œuvre d'un pilotage technique et politique de son action est de son ressort.

Montpellier Méditerranée Métropole met en place un Comité de Suivi du plan de Relance (CoSuR) auquel seront invités la DRAAF, la Région, les partenaires bénéficiaires et cofinanceurs. Il se réunira une à 2 fois par an, pour présenter l'avancement des projets au moment où seront dressés les rapports d'avancement.

Le partenaire bénéficiaire s'engage à informer régulièrement Montpellier Méditerranée Métropole de l'avancement de l'action, à l'inviter aux instances de pilotage, et à participer aux sessions du CoSuR.



Article 6 - Clause de communication, transmission des résultats à des tiers, confidentialité

Le bénéficiaire s'engage à travailler en étroite collaboration avec Montpellier Méditerranée Métropole et à communiquer au travers de ses propres supports sur l'action, objet de la présente convention.

Tous les outils immatériels et supports de communication de l'action, y compris les panneaux apposés sur les réalisations financées et la communication institutionnelle, devront porter le logo « France Relance », le logo PNA « Territoires en action » et le logo de Montpellier Méditerranée Métropole. Le bénéficiaire s'engage à mentionner ces soutiens dans ses rapports avec les médias et lors de ses participations à des événements.



Il s'engage à apposer son logo sur tous les éléments de sa communication institutionnelle, ainsi que sur son site Internet, dans la rubrique consacrée aux partenaires financeurs. Cette rubrique devra également comporter un lien hypertexte vers le site du développement économique de Montpellier Méditerranée Métropole <http://www.entreprendre-montpellier.com>.

Le partenaire bénéficiaire s'engage à transmettre à Montpellier Méditerranée Métropole les outils immatériels réalisés (outils pédagogiques, documents, etc.).

Le partenaire bénéficiaire ainsi que les organismes et structures attachées à l'action, sont tenus de maintenir confidentielles les communications transmises par Montpellier Méditerranée Métropole, dont la personne publique a expressément indiqué la nature confidentielle, et ne pouvant, sauf autorisation, être divulguée à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, qu'elle peut recevoir du partenaire bénéficiaire.

Article 7 - Droit de la propriété intellectuelle

Pour les outils immatériels et documents, le partenaire bénéficiaire jouit sur son œuvre, du seul fait de sa création, d'un droit de propriété incorporelle exclusif et opposable à tous. Il cède à titre gratuit et non exclusif au(x) financeur(s) et à la Métropole du projet le droit d'utiliser ou de faire utiliser, d'adapter et de diffuser librement les documents ou les outils, en l'état ou modifiés, de façon permanente, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes et à des fins non commerciales. Dans l'hypothèse d'une publication sur Internet, les droits sont cédés pour le monde entier.

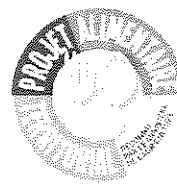
Article 8 - Modifications

Lors de la mise en œuvre de l'action, le partenaire bénéficiaire peut procéder :

- à une adaptation de son budget prévisionnel par des transferts entre différentes natures de charges éligibles ; cette adaptation des dépenses ne doit pas affecter de manière



PROGRAMME NATIONAL
POUR L'ALIMENTATION
TERRITOIRES
D'ACTION



substantielle la réalisation de l'action et ne doit pas dénaturer le projet ou son architecture globale, par ailleurs, il n'est pas possible de transférer des charges matérielles vers de charges immatérielles et inversement. Si le partenaire bénéficiaire souhaite modifier à la hausse ou à la baisse le taux de financement des actions retenues, il peut le faire uniquement sur les actions immatérielles, jusqu'à concurrence de 80 % du montant de l'action.

- à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation des actions et ne dénature pas l'action ou son architecture globale.

Le partenaire bénéficiaire notifie ces modifications à Montpellier Méditerranée Métropole par écrit dès qu'il peut les évaluer et en tout état de cause avant la date de fin de la présente convention. En cas de modification substantielle du projet, le porteur devra demander une modification de la convention par avenant tel que défini à l'article 9.

Article 9 - Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par Montpellier Méditerranée Métropole et le partenaire bénéficiaire.

Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre signée adressée au Président de Montpellier Méditerranée Métropole précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle implique.

Article 10 - Réduction, reversement, résiliation

Le montant du solde pourra être modifié en fonction des évolutions de l'action mises en œuvre par le partenaire bénéficiaire pendant la durée de la présente convention, sans toutefois que le total des paiements ne puisse dépasser le montant prévu par la présente convention à l'article 1^{er}.

Le reversement partiel ou total des sommes versées sera exigé en cas de non-respect des clauses de la présente convention, en particulier :

- Utilisation des aides de la Métropole non conforme à l'objet défini à l'article 1
- Non-exécution partielle ou totale de l'opération.

Le partenaire bénéficiaire devra, dans les cas visés au présent article, procéder au reversement des sommes indûment perçues dans les plus brefs délais et, au plus tard, dans le mois qui suit la réception du titre de perception.

La convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties. La résiliation de la convention intervient après un délai d'un mois suite à la réception d'un courrier motivé adressé en recommandé avec accusé de réception à l'autre partie. La résiliation s'accompagne d'un rapport final d'exécution technique et d'un rapport final d'exécution financier envoyé par le partenaire bénéficiaire à Montpellier Méditerranée Métropole à la date de réception dudit courrier. Les montants non utilisés par le partenaire bénéficiaire seront reversés à Montpellier Méditerranée Métropole dans les meilleurs délais et, au plus tard, dans le mois qui suit la réception du titre de perception.



Article 11 - Contrôles

Le partenaire bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle effectué par Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la présente convention et à faciliter l'accès aux documents administratifs et financiers afférents à la présente convention.

Le porteur de projet s'engage à prévenir Montpellier Méditerranée Métropole de tout événement susceptible de reporter, d'accélérer ou de modifier la réalisation de tout ou partie de l'objet de la convention.

Article 12 - Règlement des litiges

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le
En trois exemplaires originaux

Pour Montpellier Méditerranée Métropole,
La Vice-Présidente déléguée à la Transition
Ecologique et Solidaire, à la Biodiversité, à
l'Énergie, à l'Agroécologie et à
l'Alimentation,

Pour le partenaire bénéficiaire,
Monsieur le Maire de Laverune,

Isabelle TOUZARD

Roger CAIZERGUES

Annexe 1 – Descriptif de l'action

Nom de l'action	Elaboration d'un programme d'aménagement agroécologique « Le Clos du Parc » à Laverune
Partenaire bénéficiaire	Commune de Laverune
Nom du responsable de l'action	Mme Brunier - dgs@mairiedelaverune.fr
Descriptif de l'action	<p>La commune de Laverune porte depuis longtemps un projet agri-urbain sur le site de l'ancien domaine agricole du Château des Evêques, pour lequel elle a engagé par délibération du conseil municipal du 28 janvier 2021 une procédure de déclaration de projet important mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme. Ce site offre en effet un fort potentiel pour constituer le moteur du développement local et s'inscrire dans un projet de territoire communal et métropolitain plus vaste, tissant des liens entre les espaces naturels autour des berges de la rivière de la Mosson, les espaces agricoles, le projet d'urbanisation, le château communal et son parc boisé.</p> <p>Dans ce cadre, la commune de Laverune, la Métropole de Montpellier et le CEN Occitanie ont décidé de conjuguer leurs efforts afin d'élaborer conjointement un programme d'aménagement de l'espace agroécologique du Clos du parc. Tenant compte de la multiplicité des enjeux sur ce site emblématique de la richesse environnementale et patrimoniale du territoire, il s'agira de préciser les différentes composantes du projet et anticiper les étapes nécessaires à sa réalisation, avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'élaboration d'un diagnostic partagé : bilan de la connaissance et des démarches engagées, identification des acteurs, synthèse des enjeux; - la définition des orientations et principes pour la conception agroécologique et la concertation territoriale; - l'élaboration d'une programmation détaillée et sa planification opérationnelle. <p>Une attention particulière est portée tout au long du processus à l'exemplarité sociale et environnementale du projet ainsi qu'à l'innovation. Il s'agira notamment d'associer le monde agricole dans une logique de co-construction du projet, d'élaborer une concertation avec la population pour favoriser l'implication citoyenne, de prendre appui sur les travaux engagés et à venir avec les établissements d'enseignement et de recherche. Dans ce cadre sont notamment prévus des ateliers de conception agroécologique, mobilisant l'expertise des partenaires du monde agricole et paysans par filières (arboriculture, maraîchage, petit élevage) avec l'intervention de techniciens et d'agriculteurs.</p>
Acteurs associés	3M, CEN, commune, partenaires P2A (chambre d'agriculture, Inpact - Terres Vivantes, Point Accueil Installation...), Chaire eau et agriculture, MASTER ESS (ATAG), InRae (Be Creative), ENSAM ...
Public cible (éventuellement)	habitants, agriculteurs, chercheurs, collectivités, partenaires
Territoires concernés	Domaine du parc Laverune (env. 25ha) commune, plaine ouest et 3M (archipel ferme ressources)
En quoi l'action contribue-t-elle à remplir l'objectif de la P2A concerné ?	Cette action permettra l'élaboration du plan de développement agricole du clos du parc pour permettre la reconquête de cet espace en friche et sa valorisation agroécologique ; elle permettra l'élaboration d'un appel à candidatures afin de favoriser l'installation d'activités agricoles adaptées aux enjeux multifonctionnels du site et viables. Cette action répond aux enjeux de reconquête des friches, et de développement des fermes ressources dans une dynamique d'impulsion et d'expérimentation, multifonctionnelle et partenariale.

Quels impacts va avoir l'action (sur le territoire, son économie, son environnement, sa population et son alimentation...?)	L'action est prévue pour se dérouler sur environ une année, avec trois phases : Première phase (env. 4 mois) : Elaboration d'un diagnostic partagé : bilan de la connaissance et des démarches engagées identification des acteurs, synthèse des enjeux Deuxième phase (env. 6 mois) : Définition des orientations et principes pour la conception agroécologique et la concertation territoriale - expertises complémentaires et organisation de trois ateliers techniques Troisième phase (env. 4 mois) : Elaboration d'une programmation détaillée et sa planification opérationnelle. Finalisation du projet / Nb de partenaires associés à la démarche / engagement des acteurs dans la mise en œuvre opérationnelle Nb de ... Nb de ...
Calendrier	
Indicateurs de suivi et évaluation	
Livrables	La convention de coopération prévoit 3 comité de pilotage : - A l'issue de la phase 1 : Partage et validation de la feuille de route de la conception (en particulier sur le volet concertation territoriale) - A l'issue de la phase 2 : Partage de la note réflexive et validation des scénarios d'aménagements - A l'issue de la phase 3 : Partage du programme et du plan de financement et définition des prochaines étapes : programme détaillé de l'aménagement de l'espace du Clos du Parc : v aménagement et principes d'utilisation des espaces, définition d'îlots fonciers, schéma fonctionnel, modalités de réalisation (implémentation/travaux) et de gestion cohérentes et durables de l'espace / calendrier prévisionnel de l'opération ainsi que le cahier des charges de l'appel à candidatures des porteurs de projets agricoles ; Construction du plan de financement de l'opération (besoins en investissement, identification des sources de financement).
Modalités de suivi de l'action	

Envoyé en préfecture le 16/06/2022

Reçu en préfecture le 16/06/2022

Affiché le

SLO

ID : 034-213401342-20220608-2022_42-DE



PROGRAMME NATIONAL
POUR L'ALIMENTATION
TERRITOIRES
D'ACTION



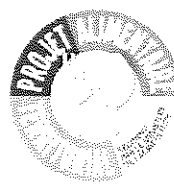
Annexe 2 – Budget de l'action et plan de financement

Dépenses		Montant global		Calendrier annuel			
		jours / unité	coût unitaire/ journalier (€)	total (€)	2021	2022	2023
Investissements immatériels							
AMO CEN <i>(à confirmer)</i> - Honoraires CA34 (2021-2022) - Honoraires Civam Bio 34 (2021-2022) - Honoraires Terres Vivantes (2021-2022)				45 000 €	22 500 €	22 500 €	
Expertises complémentaires pour l'organisation d'ateliers agricoles 1) diagnostic, 2) scénarios de programmation, abordant 3 thématiques: - CA34 animateur thématique "arboriculture", - CIVAM Bio 34 animateur thématique "petit élevage" - TerresVivantes animateur thématique "maraichage" <i>(à confirmer avec les animateurs de la Chambre d'Agriculture 34 et les animateurs de la Chambre d'Agriculture 34)</i>		<i>(ne pas tenir compte des estimatifs du mail du CEN mais des devis des prestataires dont le montant est récapitulé ci- dessous)</i>					
prestations Chambre d'agriculture 34 - animation thème "arboriculture" <i>(à confirmer avec les animateurs de la Chambre d'Agriculture 34)</i>	Honoraires experts	7	749 €	5 242 €	5 242 €		
prestations Civam Bio 34 - animation thème "petit élevage" <i>(à confirmer avec les animateurs de la Chambre d'Agriculture 34)</i>	Honoraires experts	9	500 €	4 500 €	4 500 €		
prestations Terres Vivantes - animation thème "maraichage" <i>(à confirmer avec les animateurs de la Chambre d'Agriculture 34)</i>	Honoraires experts	5,5	500 €	2 750 €	3 800 €		
	Défraiement agriculteurs atelier 1 (1 éleveur, 1 maraîcher, 1 arboriculteur mobilisés chacun 1 journée)	3	350 €	1 050 €			
Hors devis	Défraiement 3 agriculteurs atelier 2 (1) chacun)	3	350 €	1 050 €	1 050 €		
Total immatériel				59 592 €	37 092 €	22 500 €	0 €
Total dépenses				59 592 €	37 092 €	22 500 €	0 €

Plan de financement		Montant (€)		Calendrier annuel		
Financeurs sollicités		Obtenu (O/N)		2021	2022	2023
État						
DRAAF - Plan de relance		11 918 €	N		7 747 €	4 171 €
Etablissements publics de l'État (préciser) :						
Autre (ANR)		Actions complémentaires portées dans le cadre du projet de recherche ANR BeCreative, mais montants non estimés précisément (voir 1_4_Laverune_Budget-AMO-CEN)				
Collectivités territoriales (préciser) :						
3M		14 796 €			7 398 €	7 398 €
Financeurs privés						
Mécénat (TerrAES)		18 000 €		18 000 €		
Autofinancement						
Autofinancement		14 878 €		7 523 €	7 355 €	
TOTAL		59 592 €		25 523 €	22 500 €	11 569 €



PROGRAMME NATIONAL
POUR L'ALIMENTATION
TERRITOIRES
D'ACTION



Annexe 3 – Format de rapport d'avancement technique et financier

Pour chacune des actions du partenaire bénéficiaire, le format du rapport d'avancement technique et financier prendra la forme suivante.

A) Présentation de l'avancement de l'action

(1 à 2 pages)

B) Bilan technique synthétique d'avancement de l'action

Activités réalisées	
Livrables	
Respect du calendrier	
Résultats obtenus	
Indicateurs de suivi et avancement par rapport aux objectifs	
Difficultés rencontrées	
Autres commentaires	
Ajustements éventuels nécessaires (calendrier, contenu de l'action, budget)	

C) Bilan financier d'avancement de l'action

Etat des dépenses engagées (détail et total)	
% d'avancement financier	

D) Copie des pièces justificatives des engagements financiers (factures, etc.)